



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 août 1999

APERÇU

▣ Le nombre d'emplois progresse à nouveau

Après avoir peu varié au cours des cinq mois précédents, le nombre d'emplois a augmenté en juillet, en grande partie sous l'impulsion de la hausse de l'emploi qui a eu lieu au Québec. Le taux de chômage s'est accru de 0,1 point, pour se fixer à 7,7 %.

▣ L'optimisme des fabricants reste très fort

Plus du tiers des fabricants ont l'intention d'accroître leur production au cours du trimestre à venir. Ils sont aussi davantage satisfaits du nombre de nouvelles commandes reçues.

▣ Le deuxième trimestre est positif pour la construction résidentielle

La valeur des permis de construction a progressé de 4,4 % au deuxième trimestre, à la faveur d'une forte progression dans le secteur résidentiel. La valeur des permis de construction s'est aussi accrue en juin, stimulée par la construction résidentielle et non résidentielle.

▣ Importante révision à la hausse des dépenses en immobilisations

Les investissements des entreprises et des administrations publiques en installations et en équipement devraient revenir à un niveau record en 1999. Des bénéfices stables, des taux élevés d'utilisation de la capacité et des taux d'intérêt faibles expliquent cette reprise.

▣ Les ventes des grands magasins augmentent de façon générale

Malgré la baisse de 0,3 % survenue en juin, les ventes des grands magasins suivent généralement une tendance à la hausse depuis l'automne 1998. En outre, les ventes ont augmenté de 9,7 % par rapport à juin 1998, la plus importante progression annuelle depuis avril 1998.

▣ Réseaux de communications : de plus en plus intégrés aux activités des fabricants

Les réseaux de communications deviennent rapidement une part intégrante des activités quotidiennes des fabricants canadiens. En outre, un peu plus des deux tiers d'entre eux utilisent Internet.

Le nombre d'emplois progresse à nouveau

Le nombre d'emplois a augmenté de 40 000 en juillet après avoir peu varié au cours des cinq mois précédents et fortement progressé pendant la majeure partie de 1998. En juillet, davantage de personnes, surtout des jeunes, ont été à la recherche d'un emploi, de sorte que le taux de chômage s'est accru légèrement de 0,1 point de pourcentage, pour se fixer à 7,7 %.

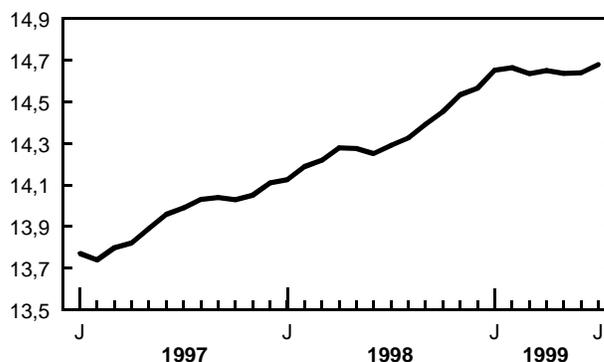
La hausse de l'emploi en juillet a touché exclusivement l'emploi à temps plein (+ 51 000), portant la croissance à ce chapitre à 397 000 (+ 3,4 %) depuis juillet 1998. Par contre, l'emploi à temps partiel était en légère baisse comparativement à son niveau de l'an dernier.

Chez les adultes, la progression de l'emploi était concentrée chez les femmes de 25 ans et plus (+ 24 000), la baisse du nombre de femmes travaillant à temps partiel ayant été amplement compensée par la hausse des emplois à temps plein occupés par des femmes. Au cours des 12 derniers mois, la croissance de l'emploi chez les femmes (+ 3,0 %) a été très supérieure à celle des hommes (+ 1,8 %).

Chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans, on a enregistré une faible hausse du nombre d'emplois (+ 12 000) en juillet. En outre, le nombre de jeunes dans la population active s'est accru de 32 000 et

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... Le nombre d'emplois progresse à nouveau

leur taux de chômage a augmenté de 0,6 point pour s'établir à 14,1 %. Cela annule partiellement les déclinés importants de juin, alors que moins de jeunes qu'à l'habitude étaient entrés sur le marché du travail pour se chercher un emploi. Au cours des derniers mois, le taux d'activité et le taux de chômage chez les jeunes ont été instables, reflétant probablement le changement de certains facteurs, comme la durée de l'année scolaire et les programmes semestriels, qui influencent l'activité des jeunes sur le marché du travail.

Comparativement à l'année dernière, plus d'étudiants adolescents ont obtenu un emploi d'été. En juillet, 55,0 % des étudiants âgés de 15 à 24 ans avaient un emploi, chiffre en hausse par rapport au pourcentage de 53,0 % de l'année dernière. Le taux de chômage est passé de 17,3 % en juillet 1998 à 16,6 % en juillet 1999. Toute la hausse de l'emploi chez les étudiants s'est manifestée dans l'emploi à temps partiel. Les adolescents âgés de 17 à 19 ans, ont été à l'origine de la totalité de la croissance des emplois d'été en juillet. Leur taux d'emploi est passé à 63,6 %, en hausse de 4,3 points par rapport au taux de l'année dernière, alors que leur taux de chômage est descendu à 15,9 % (- 2,3 points). Les étudiants plus jeunes (15 et 16 ans) et ceux plus âgés (20 à 24 ans) ont connu peu de changement au chapitre de l'emploi par rapport à l'année dernière.

Dans le secteur privé, le nombre d'employés s'est accru de 66 000 en juillet, ce qui a compensé la baisse de juin. Le nombre de travailleurs indépendants a toutefois chuté de 54 000, portant le total des pertes depuis février à 88 000. Au cours des 12 derniers mois, la croissance de l'emploi dans ce secteur a été attribuable presque uniquement à la progression du nombre d'employés (+ 2,3 %) plutôt qu'à celle des travailleurs indépendants (+ 0,7 %). Du côté du secteur public, le nombre d'employés a poursuivi sa progression en juillet (+ 27 000), portant la hausse au cours des 12 derniers mois à 163 000 (+ 6,3 %).

Le secteur des biens a connu une légère amélioration en juillet, 20 000 emplois s'y étant ajoutés. La hausse dans la branche de la fabrication (+ 30 000) a été partiellement annulée par une baisse

Note aux lecteurs

De mai à août, l'Enquête sur la population active recueille des données sur les jeunes de 15 à 24 ans qui fréquentaient l'école à temps plein en mars et qui ont l'intention de retourner aux études à temps plein à l'automne. Les estimations publiées ne sont pas désaisonnalisées et, par conséquent, les comparaisons ne peuvent être effectuées qu'en utilisant le même mois d'une année à l'autre (par exemple, comparaison de juillet 1999 avec juillet 1998).

dans l'agriculture (- 9 000). Dans cette branche, le nombre d'emplois est inférieur de 11 000 à son niveau de juillet 1998. Quant au secteur des services, il a légèrement augmenté en juillet (+ 20 000). Une hausse dans la branche de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien et une augmentation dans celle du transport et de l'entreposage ont été en partie annulées par une baisse dans les « autres services ».

Le Québec a contribué à la majeure partie de la hausse de l'emploi au Canada en juillet. Le nombre d'emplois s'est accru de 34 000, principalement dans la fabrication, après avoir peu varié au cours des quatre mois précédents. L'augmentation de juillet, jumelée à la croissance vigoureuse de la seconde moitié de 1998, a fait progresser l'emploi dans cette province de 84 000 par rapport à juillet 1998. Cela représente une croissance de 2,5 %, un taux semblable à la croissance nationale de 2,7 %. Le taux de chômage a reculé à 9,4 % (- 0,2 point), son niveau le plus bas en neuf ans.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Le bulletin Information population active (71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 17 juillet 1999, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Nathalie Caron au (613) 951-4168, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)

Enquête sur la population active, juillet 1999

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 902,1	0,4	14 679,3	0,3	1 222,9	7,7
Terre-Neuve	253,5	0,4	211,5	0,8	42,0	16,6
Île-du-Prince-Édouard	71,1	-0,4	61,2	-0,6	9,8	13,8
Nouvelle-Écosse	457,2	-0,3	416,8	0,0	40,5	8,9
Nouveau-Brunswick	370,8	2,3	334,9	1,3	35,9	9,7
Québec	3 751,4	0,8	3 399,6	1,0	351,8	9,4
Ontario	6 173,3	0,5	5 767,8	0,2	405,5	6,6
Manitoba	590,3	-0,4	557,2	-0,7	33,2	5,6
Saskatchewan	512,5	0,3	482,8	0,1	29,7	5,8
Alberta	1 663,6	0,5	1 567,0	0,3	96,6	5,8
Colombie-Britannique	2 058,4	-0,7	1 880,5	-0,8	177,8	8,6

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.



L'optimisme des fabricants reste très fort

Selon l'Enquête de juillet sur les perspectives du monde des affaires, les fabricants sont très optimistes au sujet des perspectives de production pour le trimestre à venir. Plus du tiers d'entre eux ont indiqué avoir l'intention d'accroître leur production au cours du trimestre allant de juillet à septembre. Les fabricants ont également signalé du même coup qu'ils sont davantage satisfaits du nombre de nouvelles commandes reçues et qu'ils ne s'inquiètent pas outre mesure du niveau de leurs stocks de produits finis.

En juillet, 37 % des fabricants ont répondu qu'ils prévoient accroître leur production au cours du prochain trimestre et 10 % ont déclaré que leur production diminuerait au cours de cette période. Le bilan des opinions est donc passé à + 27. Il s'agit du deuxième trimestre d'affilée où l'optimisme au sujet des perspectives de production a augmenté de 10 points. Les fabricants des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et du bois étaient les plus optimistes à cet égard.

En ce qui concerne la quantité actuelle des commandes reçues, le bilan des opinions des fabricants a fait un bond de 13 points pour atteindre + 20 en juillet. Quelque 30 % des fabricants ont indiqué que la quantité actuelle de nouvelles commandes était à la hausse, comparativement à seulement 10 % qui ont dit qu'elle était à la baisse. Bien que la hausse de la satisfaction touche un certain nombre de secteurs, elle est surtout évidente dans ceux du matériel de transport, du bois, du papier et des produits connexes.

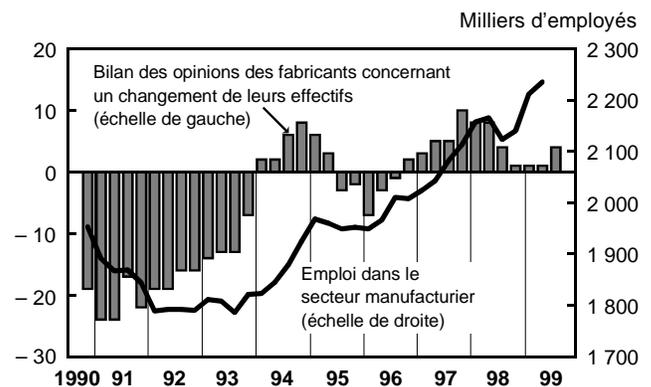
Les fabricants s'attendent à une stabilité des effectifs au cours du trimestre à venir. Environ 72 % d'entre eux ont dit que leurs effectifs varieraient peu. Le bilan des opinions de + 4 au sujet des perspectives d'emploi pour les trois prochains mois est en légère hausse de 3 points par rapport à l'enquête d'avril. La proportion de fabricants qui ont indiqué qu'ils réduiraient leurs effectifs était de 12 %, tandis que la proportion de ceux qui ont indiqué qu'ils les augmenteraient est restée à 16 %. De janvier à juillet, le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier s'est accru de 6,4 %, ce qui correspond à 138 000 emplois de plus. Pourtant, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée inquiète toujours 7 % des fabricants, en légère baisse par rapport à avril.

Dans l'enquête de juillet, environ 81 % des fabricants ont indiqué que le niveau actuel de leurs stocks de produits finis était à peu près convenable, tandis que 16 % ont déclaré que leurs stocks étaient trop élevés. Le bilan actuel des opinions se situe à - 13, en hausse de 2 points par rapport à l'enquête d'avril. D'après les données les plus récentes (mai), les fabricants

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est menée en janvier, en avril, en juillet et en octobre. La majorité des réponses sont recueillies durant les deux premières semaines de ces mois. Les résultats sont fondés sur les réponses obtenues auprès de quelque 5 000 fabricants et ils sont pondérés selon la valeur des livraisons ou selon le nombre de salariés des fabricants. Par conséquent, les réponses des grands fabricants ont une incidence plus forte sur les résultats que celles des petits. À l'exception de celles qui portent sur les obstacles à la production, les données sont désaisonnalisées.

Optimisme / pessimisme des fabricants au sujet de l'emploi et nombre réel d'emplois dans le secteur manufacturier



avaient en main des stocks de produits finis pour une valeur de 16,5 milliards de dollars. Le niveau de ces stocks a peu varié depuis janvier.

Les résultats de l'enquête de juillet montrent aussi que la plupart des fabricants étaient satisfaits du niveau actuel des commandes en carnet. De plus, 82 % des fabricants ont déclaré qu'il n'y avait pas d'obstacles à la production. Par ailleurs, 4 % d'entre eux ont mentionné qu'une insuffisance du fonds de roulement était un obstacle à la production.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courriel : robilcg@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Le deuxième trimestre est positif pour la construction résidentielle

Au deuxième trimestre, la valeur des permis de construction a progressé de 4,4 %, après avoir augmenté de 3,6 % au premier trimestre. Dans l'ensemble, de janvier à juin, les municipalités ont délivré des permis pour une valeur de 17,2 milliards de dollars, en hausse de 3,4 % par rapport à la même période l'an passé. Ce sont les meilleurs résultats pour les six premiers mois d'une année depuis 1990.

Après s'être légèrement repliés au premier trimestre, les projets de construction résidentielle ont fait un bond de 7,6 % au deuxième trimestre, propulsés par des hausses dans l'habitation unifamiliale (+ 9,7 %) et multifamiliale (+ 2,3 %). Jusqu'ici cette année, leur valeur a augmenté de 5,9 % par rapport aux six premiers mois de 1998, les logements unifamiliaux venant en tête. L'Ontario, le Québec et la Nouvelle-Écosse ont affiché les plus fortes augmentations de janvier à juin, principalement dans la composante unifamiliale. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont accusé les pertes les plus marquées. Dans ces deux provinces, les logements unifamiliaux ont connu un recul important, mais en Colombie-Britannique, les logements multifamiliaux ont subi une baisse encore plus marquée.

Pour ce qui est des projets de construction non résidentielle, ils n'ont pu conserver l'élan vigoureux acquis au premier trimestre (+ 8,7 %), n'ayant augmenté que de 0,6 % au deuxième trimestre. La diminution de la valeur des permis de construction industrielle (- 26,7 %) a freiné la progression générale, neutralisant partiellement les hausses des projets institutionnels (+ 21,0 %) et commerciaux (+ 7,0 %). La Colombie-Britannique est à l'origine de la majeure partie de l'augmentation au deuxième trimestre, en particulier en ce qui touche les projets de construction institutionnelle. Le Québec et l'Ontario ont exercé cependant un effet de freinage, surtout à cause d'un repli de la construction industrielle. Au cours des six premiers mois de 1999, la valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté d'à peine 0,5 % par rapport à la même période en 1998. Toutefois, la valeur cumulative des permis de construction institutionnelle (1,8 milliard

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des projets de construction ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Avec la parution des données d'avril 1999, on a introduit le territoire du Nunavut, ce qui aura un effet sur la couverture géographique et les données pour les Territoires du Nord-Ouest. Sauf avis contraire, les données présentées ici sont désaisonnalisées.

de dollars) représente la valeur la plus élevée jamais signalée pour les six premiers mois d'une année.

Si l'on s'attarde au mois de juin, on constate que la valeur des permis de construction s'est accrue pour un deuxième mois d'affilée à la faveur d'une progression dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Les municipalités ont ainsi délivré des permis pour une valeur de 3,0 milliards de dollars, un chiffre en hausse de 4,9 % par rapport à mai. Il s'agit du deuxième mois cette année où la valeur des permis de construction a été de 3 milliards de dollars ou plus. Pour la première fois depuis 1991, les projets de construction atteignent ou dépassent la barre des 3 milliards de dollars dans plus d'un mois.

Les projets de construction d'habitations ont augmenté de 1,4 % en juin pour s'établir à 1,7 milliard de dollars, à la suite d'une hausse de 10,5 % en mai. La hausse mensuelle a été dominée par les logements unifamiliaux. Ceux-ci ont progressé pour un troisième mois de suite en juin (+ 6,8 %), les municipalités ayant délivré des permis de construction d'une valeur de 1,3 milliard de dollars. Par contre, les permis de construction de logements multifamiliaux ont chuté de 11,2 % pour s'établir à 444 millions de dollars, après une hausse de 25,7 % en mai.

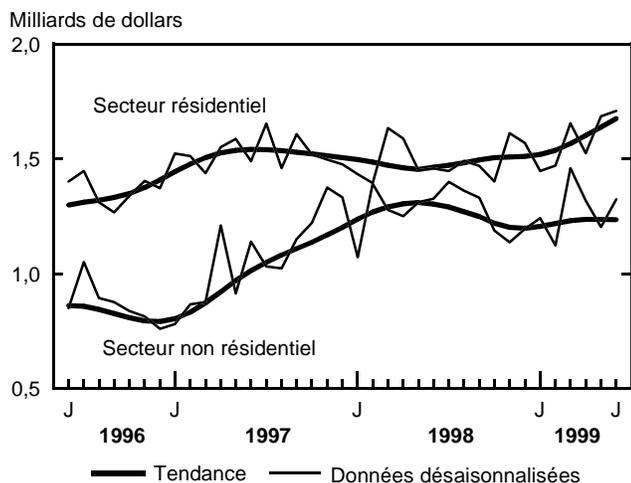
Malgré les récentes fluctuations des taux d'intérêt, l'abordabilité du logement et la confiance des consommateurs demeurent positives. De même, l'investissement dans le secteur de l'habitation devrait augmenter pour une quatrième année consécutive en 1999. (Voir l'article à ce sujet à la page 5 du présent numéro d'Infomat.)

Dans le secteur non résidentiel, il y a eu un rebondissement de 9,9 % de la valeur des projets de construction en juin, qui s'est établie à 1,3 milliard de dollars. Ce regain fait suite à deux baisses mensuelles consécutives du même ordre de grandeur. L'accroissement en juin est attribuable surtout à la hausse des projets de construction institutionnelle (+ 39,9 %, à 384 milliards de dollars) et industrielle (+ 17,4 %, à 288 milliards de dollars). Ces composantes avaient toutes deux fléchi en avril et en mai. L'augmentation générale de juin a été ralentie par un recul de la composante commerciale (- 4,9 %, à 651 milliards de dollars).

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de juin 1999 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra sous peu. Pour plus de renseignements, communiquez avec Pierre Després au (613) 951-9691 (courriel : desppie@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle



(suite à la page 5)

... Le deuxième trimestre est positif pour la construction résidentielle

Permis de construction, deuxième trimestre de 1999

Données désaisonnalisées¹

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %
Canada	8 766,2	4,4	4 918,8	7,6	3 847,4	0,6
Terre-Neuve	67,0	-38,8	41,0	-26,2	26,0	-51,9
Île-du-Prince-Édouard	38,2	68,0	19,2	22,3	19,0	170,2
Nouvelle-Écosse	217,6	6,8	122,3	-2,1	95,3	20,9
Nouveau-Brunswick	141,1	44,2	76,7	16,7	64,4	100,5
Québec	1 341,3	-21,3	719,4	-9,9	621,9	-31,3
Ontario	4 025,6	6,0	2 431,4	16,0	1 594,3	-6,3
Manitoba	218,4	3,8	86,8	-7,9	131,6	13,2
Saskatchewan	180,9	38,4	73,2	56,4	107,7	28,3
Alberta	1 125,3	-5,0	661,9	-5,9	463,4	-3,7
Colombie-Britannique	1 356,1	49,7	667,8	19,6	688,3	98,0
Yukon	16,5	139,1	3,9	-17,9	12,6	491,8
Territoires du Nord-Ouest	8,0	-65,3	1,6	-80,0	6,4	-57,5
Nunavut	30,2	...	13,6	...	16,6	...

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Importante révision à la hausse des dépenses en immobilisations

Les investissements prévus des entreprises et des administrations publiques en installations et en équipement devraient revenir à un niveau record, les dépenses à ce chapitre atteignant 135,8 milliards de dollars pour 1999, un chiffre en hausse de 8,1 % par rapport à 1998. La dernière enquête révèle que les intentions d'investissements ont fait l'objet d'une importante révision à la hausse pour 1999 et seront supérieures de 9,2 milliards de dollars à ce qui avait été prévu plus tôt cette année. Cela porte les investissements totaux à 174,2 milliards de dollars en 1999, en hausse de 6,8 % par rapport à 1998. L'investissement dans l'habitation devrait se poursuivre et augmenter de 2,7 % pour atteindre 38,4 milliards de dollars. La croissance est principalement attribuable à la hausse du niveau de la rénovation, qui se situe actuellement à un sommet.

Des bénéfices stables, des taux élevés d'utilisation de la capacité et des taux d'intérêt faibles demeurent les facteurs qui sous-tendent cette reprise des dépenses, comme en témoigne la croissance continue des importations de machines et de matériel. Selon les perspectives d'investissements pour 1999, il y aura une croissance des investissements tant dans le secteur des machines et du matériel que dans celui de la construction non résidentielle.

Le secteur du transport et de l'entreposage est en tête au chapitre des investissements en machines et en matériel. On prévoit que les investissements dans ce secteur atteindront 8,0 milliards de dollars en 1999. Le secteur du transport et de l'entreposage prévoit accroître ses dépenses totales en immobilisations de 25,0 %, qui se chiffrent à 14,3 milliards de dollars en 1999. Cette augmentation vient dans une large mesure de nouveaux projets et de projets en cours de pipelines.

Note aux lecteurs

Le présent article examine la perspective révisée en matière d'investissements privés et publics pour 1999. Les dépenses prévues en immobilisations sont mesurées à partir d'un échantillon de 27 000 entreprises, administrations publiques et établissements. L'enquête a été réalisée d'avril à juin 1999. Les données sont exprimées en dollars courants.

À compter de la perspective révisée de 1999, d'importants changements ont été apportés à l'enquête, et les données chronologiques ont été recalculées sur la même base depuis 1991, dans un souci de continuité. Un des principaux changements a été l'adoption du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), afin d'accroître la comparabilité internationale des données économiques.

Puisque c'est la première fois que des données sont diffusées séparément pour le Nunavut, ces données ont été intégrées à celles des Territoires du Nord-Ouest pour calculer la variation par rapport à 1998.

Le secteur de l'immobilier, de la location et de la location à bail et celui des industries manufacturières contribueront également à la hausse des investissements en machines et en matériel. Le secteur de l'immobilier, de la location et de la location à bail devrait connaître une expansion de 27,4 % (+ 1,8 milliard de dollars). La progression prévue dans la construction non résidentielle vient de l'investissement des branches immobilières dans les mails et les autres propriétés commerciales. La croissance des dépenses dans les machines et le matériel vient des branches

(suite à la page 6)

... Importante révision à la hausse des dépenses en immobilisations

de location et de location à bail, qui investissent dans les véhicules de location, les ordinateurs et les autres éléments de matériel à louer aux entreprises. Quant aux industries manufacturières, elles prévoient accroître leurs dépenses de 6,1 % pour s'élever à 20,6 milliards de dollars. La hausse des dépenses est généralisée parmi les industries.

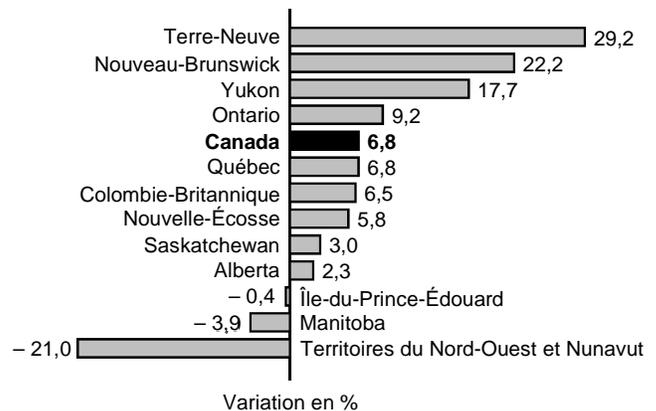
Du côté des administrations publiques, la hausse des investissements, qui atteignent actuellement 14,4 milliards de dollars, est attribuable aux administrations municipales et fédérale. Les administrations municipales s'attendent à augmenter leurs dépenses d'investissement de 16,5 %, pour se chiffrer à 8,0 milliards de dollars. En ce qui concerne les ministères fédéraux, on prévoit une augmentation de 8,3 %, pour se fixer à 2,8 milliards de dollars.

Malgré un recul de 9,5 % des investissements dans l'ensemble du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, les dépenses en immobilisations dans le secteur du pétrole et du gaz naturel n'ont fléchi que de 6,1 % par rapport à 1998. Cela représente un repli de seulement 1,5 % par rapport à l'enquête précédente de 1999. Ce ralentissement de la baisse pourrait être un signe précurseur d'une reprise semblable à celle du prix du pétrole. (Cette enquête a été réalisée au moment même où le prix revenait au niveau des 20 \$ le baril, et l'on s'attend à un tableau différent des investissements lors de la prochaine parution des données en février 2000.)

Données stockées dans CANSIM : matrices 11500 à 11536.

La publication *Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée 1999* (61-206-XIB, 33 \$) est maintenant

Dépenses prévues en immobilisations (révisées), 1998 à 1999



disponible à l'adresse www.statcan.ca. La publication inclut un article spécial traitant des divers changements récents aux séries de données. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 (courriel : gilbert@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 800 571-0494, ou communiquez avec Les Shinder au (613) 951-9815, poste 122 (courriel : shinder@statcan.ca), ou composez sans frais le 1 800 345-2294, poste 122, Division de l'investissement et du stock de capital.

Les ventes des grands magasins augmentent de façon générale

Les ventes des grands magasins ont fléchi de 0,3 % en juin, pour se chiffrer à 1 482,5 millions de dollars (données désaisonnalisées). Malgré cette baisse, les ventes des grands magasins ont généralement maintenu un mouvement à la hausse depuis l'automne 1998, comme en témoignent les deux mois d'augmentations successives en avril (+ 0,7 %) et en mai (+ 1,7 %). Les ventes ont cependant été stagnantes au cours du printemps et de l'été derniers. Auparavant, elles avaient connu une période de croissance qui avait commencé au début de 1996.

Par rapport à juin 1998, les ventes de juin ont augmenté de 9,7 %, ce qui représente la plus importante progression d'une année à l'autre depuis avril 1998 (+ 10,8 %). En ce qui concerne les ventes moyennes par emplacement, elles suivent un mouvement général à la hausse depuis l'automne 1998, période où le nombre d'emplacements s'est stabilisé à la suite des nombreuses fermetures de grands magasins survenues au printemps et à l'été 1998.

Comme le montre le tableau à la page suivante, les ventes des grands magasins ont progressé en juin dans toutes les provinces et les territoires par rapport à juin 1998 (données non désaisonnalisées). Les ventes ont entre autres augmenté de 15,0 % dans les provinces de l'Atlantique et de 10,2 % dans les provinces des Prairies. Toutefois, dans la région formée de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, les ventes n'ont progressé que de 6,9 % en juin. Il s'agit néanmoins de la plus importante progression pour cette région depuis décembre 1997 (+ 11,2 %). Depuis le début de 1998, cette région a généralement affiché le plus faible taux de variation annuelle.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Les données sur les comptes à recevoir des grands magasins sont aussi disponibles maintenant. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-3592 (courriel : kimacle@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

(suite à la page 7)

... Les ventes des grands magasins augmentent de façon générale

Ventes des grands magasins incluant les concessions

Données non désaisonnalisées

	Jun 1999	Jun 1998 à jun 1999	Janvier à jun 1999	Janvier-juin 1998 à janvier-juin 1999
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
Canada	1 410,7	11,6	7 403,8	5,6
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard ¹	27,0	19,1	134,2	9,0
Nouvelle-Écosse	43,4	15,7	222,6	6,9
Nouveau-Brunswick	31,3	10,9	159,2	3,1
Québec	261,6	10,0	1 390,1	5,8
Ontario	612,4	13,8	3 166,9	7,1
Manitoba	58,0	8,4	309,3	5,1
Saskatchewan	47,3	9,7	246,5	6,3
Alberta	160,2	10,9	861,7	5,4
Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut ¹	169,6	6,9	913,2	0,5

1. Pour des raisons de confidentialité, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées, alors que le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont inclus dans la Colombie-Britannique.

Réseaux de communications : de plus en plus intégrés aux activités des fabricants

Les réseaux de communications deviennent rapidement une part intégrante des activités quotidiennes des fabricants canadiens. De plus en plus, un nombre important d'entreprises utilisent de nouveaux outils de communication pour des fonctions liées au commerce électronique, à la publicité et à la commercialisation ainsi qu'à l'achat et à la vente de biens et services.

En 1998, la plupart des établissements utilisaient leurs réseaux de communications comme outil de référence général (52 %). Venaient ensuite leur utilisation à des fins de commercialisation et d'information auprès des clients et à des fins de comptabilité et de finance (46 %), pour le suivi des ventes et des stocks (38 %) et pour l'échange d'information électronique (36 %).

Buts pour lesquels les fabricants utilisent Internet, 1998

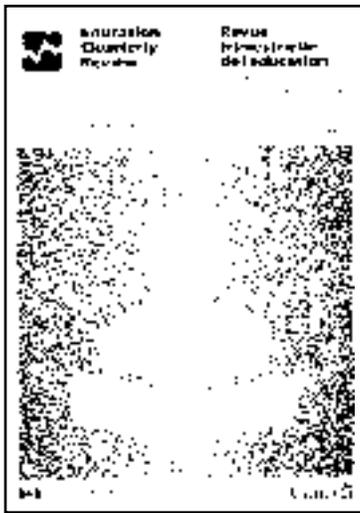
	Oui	Non
	% des entreprises	
Faire des recherches sur le Web	89	11
Vendre ses produits et services	39	61
Promouvoir et commercialiser ses produits et services	57	43
Acheter des produits et services	40	60
Effectuer des transactions électroniques	27	73
Échanger des travaux de recherche et de développement	16	84
Autres	9	91

Par ailleurs, un peu plus des deux tiers des établissements manufacturiers (69 %) utilisaient le courrier électronique et une proportion similaire se servait d'Internet (70 %). Parmi ces derniers, 89 % faisaient principalement des recherches sur le Web. Cependant, plus de la moitié (57 %) utilisaient Internet comme outil de commercialisation et pour la publicité. Aussi, 39 % des entreprises vendaient des produits par Internet et 40 % achetaient des biens et des services.

En ce qui touche d'autres façons d'utiliser Internet, plus de la moitié des établissements manufacturiers (57 %) avaient une page d'accueil sur le Web. De plus, un tiers (33 %) des établissements avaient recours à l'échange de données informatisées (EDI), une technologie qui permet aux acheteurs et fournisseurs d'échanger des fichiers électroniques, tels des bons de commande ou des factures, ou pour transférer des fonds électroniquement.

Pour une analyse complète de ce sujet, consultez le rapport *Adoption de technologies dans le secteur de la fabrication au Canada* (88F0006XPB, n° 05, gratuit). En plus des réseaux de communications, ce rapport examine l'utilisation des pratiques de gestion, le développement et l'adoption des nouvelles technologies par les entreprises, les besoins en ressources humaines ainsi que les résultats de l'adoption des nouvelles technologies et les obstacles à cet égard. Le rapport peut aussi être téléchargé sans frais à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Nouvelles du Quotidien », « Parutions précédentes », « Le Quotidien – le 04 août 1999 », puis « Adoption de technologies par le secteur manufacturier : communications, 1998 ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Antoine Rose au (613) 951-9919 (télécopieur: (613) 951-9920; courriel: antoine.rose@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Nouveautés de Statistique Canada



Revue trimestrielle de l'éducation

1999, vol. 5, n° 4

Le plus récent numéro de la *Revue trimestrielle de l'éducation* renferme trois articles portant sur des préoccupations importantes dans le domaine de l'éducation. L'article « La dette étudiante de 1990-1991 à 1995-1996 : une analyse des données du Programme canadien de prêts aux étudiants » met en lumière les tendances clés des modes d'emprunt et de remboursement des étudiants au cours de cette période. Le deuxième article intitulé « Profil des écoles de l'ELNEJ » dresse un portrait des quelque 2 700 écoles qui ont participé à l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) en 1994-1995. Le troisième article « Les parents et l'école : la participation et les attentes des parents en ce qui a trait à l'éducation de leurs enfants » définit la participation des parents et examine un certain nombre de questions au sujet des enfants fréquentant l'école primaire (de 4 à 11 ans) dans le cadre du premier cycle de l'ELNEJ (1994-1995). L'article donne ensuite un résumé des perceptions des enseignants et des parents, en procédant à l'examen de certains facteurs liés à une plus grande participation des parents à l'éducation. Enfin, il met en comparaison les attentes des parents et les prévisions des enseignants concernant la fréquentation future de l'enfant à l'université.

Ce numéro inclut également la série d'usage d'indicateurs sociaux, économiques et de l'enseignement pour le Canada, les provinces et territoires ainsi que pour les pays du Groupe des Sept.

La Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 5, n° 4 (version imprimée : 81-003-XPB, 21 \$ / 68 \$; version sur Internet : 81-003-XIB, 16 \$ / 51 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jim Seidle au (613) 951-1500 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : seidjim@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Profils de dépendance économique

1997

En 1997, pour la quatrième année consécutive, les Canadiens dépendaient plus du revenu d'emploi et moins des paiements de transfert de l'État comme source de revenus. Ces baisses consécutives sont principalement le résultat des changements apportés au Programme d'assurance-emploi et des augmentations du revenu d'emploi.

C'est ce qui ressort des données des *Profils de dépendance économique*, qui établissent le rapport de dépendance économique (RDÉ) des Canadiens, lequel mesure le montant des paiements de transfert reçu pour chaque tranche de 100 \$ de revenu d'emploi.

Les *Profils de dépendance économique* (13C0017) sont disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que pour des régions aussi petites que des régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et des itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.

Nouveautés de Statistique Canada — fin

Profil du revenu de la population active 1997

Les données du *Profil du revenu de la population active* pour l'année 1997 ont été tirées des déclarations de revenus remplies au printemps 1998. Il s'agit d'une banque de données sans précédent sur le revenu d'emploi reçu à un moment quelconque en 1997 et qui provenait de salaires, de traitements, de commissions ou d'un emploi autonome.

Par exemple, le nombre de Canadiens ayant déclaré un revenu d'emploi a augmenté de 2,4 % en 1997. Cette hausse a été surtout enregistrée dans le centre et dans l'ouest du pays et a été alimentée par une croissance continue du nombre de travailleurs autonomes, plus particulièrement chez les femmes. En 1997, les hommes ont gagné en moyenne 15 000 \$ d'un emploi autonome, alors que les femmes ont gagné en moyenne 8 000 \$. Parmi les provinces, seule la Nouvelle-Écosse a affiché une baisse du nombre de travailleurs autonomes de 1996 à 1997. Pour l'ensemble du Canada, le revenu d'emploi médian, qui inclut les gains des employés à temps plein et à temps partiel, est demeuré essentiellement inchangé par rapport à 1996 une fois corrigé en fonction de l'inflation, se chiffrant à 21 100 \$.

Les données du Profil du revenu de la population active (71C0018) sont disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que pour des régions aussi petites que des régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et des itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca) Division des données régionales et administratives.

Dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé 1998

Pour la première fois, des estimations des dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé sont disponibles. Ces données sont le fruit des efforts continus déployés pour améliorer les statistiques sur les sciences et la technologie et s'appuient sur des travaux antérieurs effectués pour le compte d'organisations intéressées par les statistiques sur la recherche et le développement dans le secteur de la santé.

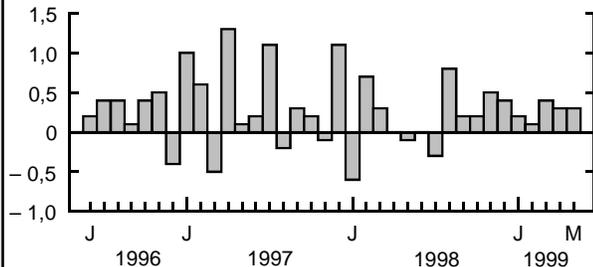
Les premiers résultats indiquent que la santé est un domaine majeur de recherche et de développement. Près de 1 \$ sur 6 \$ est dépensé à cet égard dans le secteur de la santé. En 1998, les dépenses se sont élevées à 2,3 milliards de dollars pour les travaux de recherche et de développement effectués dans le secteur de la santé par des universités, des facultés de médecine, des entreprises de produits pharmaceutiques, des laboratoires du gouvernement et des organismes privés sans but lucratif.

Le Bulletin de service : statistique des sciences, estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1970 à 1998 (88-001-XIB, 6 \$ / 59 \$) peut être téléchargé à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Bert Plaus au (613) 951-9920 (courriel : plauber@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

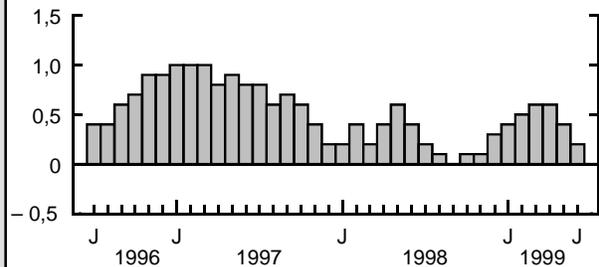
Variation mensuelle en %



L'activité économique a continué de progresser en mai (+ 0,3 %). Cette hausse mensuelle représente la dixième progression d'affilée et couronne la plus longue série d'augmentations enregistrée depuis plus de 10 ans.

Indice composite

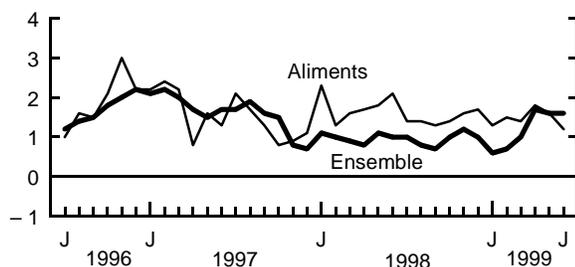
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a poursuivi sa croissance en juin, progressant de 0,2 %. Celle-ci représente toutefois un ralentissement par rapport à la progression moyenne de 0,5 % observée depuis le début de l'année.

Indice des prix à la consommation

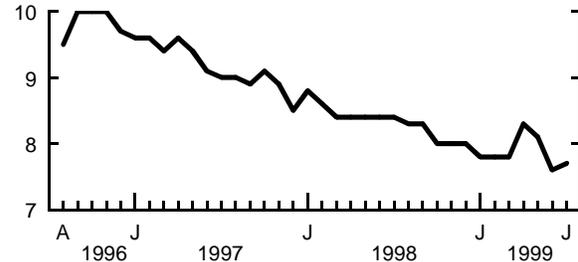
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,6 % de plus pour l'achat de biens et de services en juin 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,2 %.

Taux de chômage

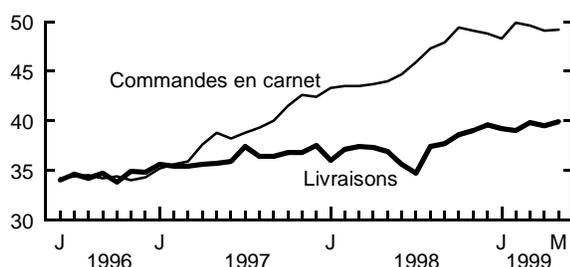
%



En juillet, une augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, en particulier chez les jeunes, a entraîné une légère hausse du taux de chômage de 0,1 point, qui s'est fixé à 7,7 %.

Fabrication

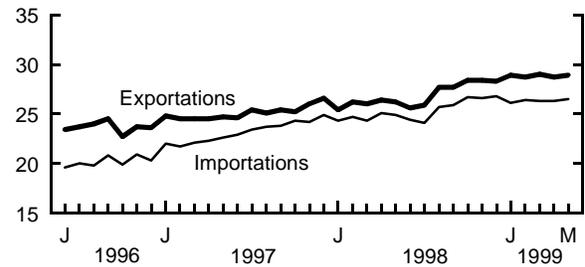
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 1,0 % en mai, pour s'établir à 39,9 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 0,3 %, pour se fixer à 49,2 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mai, les exportations de marchandises se sont accrues de 0,5 %, pour s'inscrire à 28,9 milliards de dollars. Les importations sont demeurées stables pour un troisième mois d'affilée (+ 0,1 %) pour s'établir à 26,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mai	737,6	0,3 %	3,1 %
Indice composite (1981 = 100)	juin	214,5	0,2 %	3,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 1999	36,3	4,7 %	..
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 1999	83,1	0,5 †	-0,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	21,3	0,4 %	3,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	122,7	-3,8 %	-2,4 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	29,8	1,8 %	5,7 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juillet*	14,68	0,3 %	2,7 %
Taux de chômage (%)	juillet*	7,7	0,1 †	-0,7 †
Taux d'activité (%)	juillet*	65,4	0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai	607,39	0,0 %	0,5 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juillet	160	0,6 %	11,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	28,9	0,5 %	10,1 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	26,5	0,1 %	6,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	2,4	0,1	1,1
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	39,9	1,0 %	8,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	40,1	2,8 %	7,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	49,2	0,3 %	12,0 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,26	-0,01	-0,06
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	110,5	0,1 %	1,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juin	120,2	0,1 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juin	112,9	-0,5 %	5,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juin*	100,6	0,0 %	0,5 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

.. Nombre non disponible en raison du remaniement de l'enquête.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 5 au 11 août 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
La revue des céréales et des graines oléagineuses	mai 1999	22-007-XPB	15 / 149	15 / 149
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise	mai 1999			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	juin 1999	44-001-XIB	5 / 47	--
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	juin 1999	46-002-XIB	5 / 47	--
Scieries et ateliers de rabotage	mai 1999	35-003-XIB	9 / 86	--
Statistiques de l'énergie électrique	mai 1999	57-001-XPB	12 / 114	12 / 114
Statistiques du charbon et du coke	mai 1999	45-002-XPB	12 / 114	12 / 114
PETITES ENTREPRISES ET ENQUÊTES SPÉCIALES				
Recueil statistique des études de marché	1999	63-224-XPB	125	125
STATISTIQUE DU TRAVAIL				
Information population active	semaine se terminant le 17 juillet 1999	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens seulement.

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.